

Sommet Mondial des Bassins 2026 Rapport du groupe d'experts de haut niveau

Panel de haut niveau en préparation du dialogue interactif (d) « L'eau au service de la coopération » de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026



Du 16 au 19 juin 2026, Rio de Janeiro, Brésil

Compte rendu du panel



Introduction : définir le cadre de la coopération dans le domaine de l'eau pour la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026

Le panel de haut niveau réuni lors du Sommet Mondial des Bassins s'inscrivait dans le cadre du processus préparatoire de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026, et plus particulièrement du dialogue interactif (d) sur le thème « L'eau pour la coopération ».

M. Antti Rautavaara, envoyé spécial pour l'eau de la Finlande, qui co-préside le dialogue interactif (d) avec la Zambie, a mis l'accent sur un changement stratégique : la coopération dans le domaine de l'eau doit évoluer d'un domaine essentiellement technique vers un système mondial structuré, fondé sur des règles et édifié comme priorité politique, ancré dans la science et une gouvernance inclusive. Cette ambition se concrétise à travers une « Feuille de route de Dakar aux Émirats arabes unis », articulée autour de quatre piliers :

1. Renforcer les cadres juridiques et institutionnels, notamment par une adhésion accrue aux conventions des Nations unies sur l'eau
2. Instaurer la confiance grâce à la coopération en matière de données et de recherche scientifique
3. Faire progresser une gouvernance inclusive et participative
4. Promouvoir l'intégration intersectorielle au sein du nexus eau-énergie-alimentation-écosystèmes

La coopération au niveau des bassins, facilitée par des organismes de bassin dotés de moyens suffisants, est essentielle pour garantir la sécurité hydrique, la résilience climatique et la stabilité régionale. Parallèlement, des priorités

émergentes telles que la gouvernance des eaux souterraines, l'interopérabilité des données et les financements innovants requièrent une attention urgente.

Une distinction conceptuelle supplémentaire a été établie entre la coopération dans le domaine de l'eau et la diplomatie de l'eau : alors que la première s'inscrit dans des dispositifs établis, la seconde sert d'outil politique pour prévenir et résoudre les tensions là où les cadres de coopération font défaut.

Synthèse thématique des discussions du panel

1. Faire de la coopération au niveau des bassins une priorité politique

Tous les intervenants ont souligné la nécessité de faire passer la coopération au niveau des bassins d'un enjeu technique à une priorité politique fondamentale liée à la sécurité, au développement durable et à la résilience climatique.

Le Kazakhstan a souligné l'importance de l'eau pour la sécurité hydrique et la stabilité régionale, mettant en avant la coopération au niveau des bassins comme pierre angulaire de la diplomatie et de l'instauration de la confiance. De même, le Ghana a insisté sur le fait que la coopération dans le domaine de l'eau devait être considérée comme une priorité en matière de consolidation de la paix et d'adaptation au changement climatique, nécessitant un engagement politique de haut niveau et des financements importants.

Le Brésil et le Pérou ont présenté la gestion des bassins comme une approche centrale de gouvernance, intégrant la politique de l'eau aux stratégies de développement et de lutte contre le changement climatique. Le Brésil a mis en avant une coopération étendue au sein des bassins nationaux et transfrontaliers, tandis que le Pérou a souligné le rôle des conseils de bassin en tant que plateformes de gouvernance participative et de résilience climatique.

D'un point de vue européen, tant la Commission européenne que la France ont souligné l'importance du leadership politique, y compris l'engagement des chefs d'État, pour intégrer la question de l'eau dans des programmes plus larges de développement et d'investissement.

Dans l'ensemble, les intervenants se sont accordés sur l'idée que la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026 représente un moment politique crucial pour placer la coopération dans le domaine de l'eau au cœur de l'agenda mondial et l'ancrer dans des processus multilatéraux plus larges.

2. Le rôle central des organismes de bassin

Les organismes de bassin se sont imposés comme des plateformes institutionnelles clefs pour traduire les engagements politiques en actions concrètes.

Les intervenants ont souligné que les organismes de bassin offrent des espaces neutres de dialogue entre les États riverains, permettent une planification et une prise de décision conjointes, soutiennent la mise en œuvre de la Gestion Intégrée

des Ressources en Eau (GIRE) et facilitent l'adaptation au changement climatique à une échelle hydrologique appropriée

L'expérience de la Commission du Mékong et de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal a été citée comme exemple de la manière dont les organismes de bassin peuvent fonctionner comme des pôles de connaissances et des plateformes de diplomatie de l'eau, en entretenant la confiance et la coopération à long terme. Le Brésil a également souligné que les comités de bassin sont essentiels à la gouvernance sur le terrain et à la coopération entre voisins. Cependant, de nombreux intervenants ont insisté sur le fait que les organisations de bassin sont confrontées à des défis persistants, notamment : un financement insuffisant et instable, des capacités techniques limitées, des mandats institutionnels fragmentés... Le renforcement des organisations de bassin a donc été identifié comme une priorité pour obtenir des résultats concrets.

3. Partage des connaissances, données et coopération entre pairs

L'importance de l'échange de connaissances, de l'apprentissage entre pairs et des jumelages pour renforcer les capacités de gestion des bassins et favoriser l'innovation a constitué un thème central de la discussion.

Les intervenants ont systématiquement mis en avant :

- La valeur des échanges entre pairs (P2P) et des initiatives de jumelage
- Le rôle de l'apprentissage pratique, fondé sur l'expérience
- L'importance d'adapter les solutions aux contextes locaux

Le Ghana, le Pérou, l'Espagne et la Commission européenne ont souligné que ces échanges contribuent à accélérer l'apprentissage, à améliorer les capacités de planification et à permettre une adoption rapide d'approches éprouvées. La Commission du Mékong a fait valoir que l'échange de connaissances n'est pas un processus à sens unique, mais un échange mutuel.

La coopération en matière de données et de recherche scientifique a également été soulignée à plusieurs reprises :

- Les systèmes communs de surveillance et de partage des données renforcent la confiance
- La numérisation et les données en temps réel améliorent la prise de décision
- Des méthodologies harmonisées favorisent la cohérence à l'échelle des bassins

Les données doivent être considérées comme un bien public mondial, associées aux savoirs locaux et autochtones afin de favoriser une prise de décision inclusive et fondée sur des données factuelles. Le Ghana et le Kazakhstan ont souligné que le principal défi consiste à mettre en place une interopérabilité numérique permettant aux différentes bases de données et aux systèmes de surveillance

hydrométéorologique de « communiquer entre eux » efficacement, pour une prise de décision transfrontalière en temps réel.

4. Défis de financement et d'investissement

L'important déficit de financement dans le secteur de l'eau a constitué un enjeu transversal majeur. Les intervenants ont identifié plusieurs points clés :

- Les financements publics ne suffisent pas à eux seuls à répondre aux besoins d'investissement
- Il est nécessaire de mobiliser le secteur privé
- Les mécanismes innovants, notamment le financement mixte et le financement climatique, doivent être renforcés

La Commission européenne a mis en avant les engagements d'investissement en cours, mais a souligné que la participation du secteur privé restait limitée et devait augmenter de manière significative.

La France a insisté sur la nécessité de lier plus étroitement l'eau à la planification du développement économique par le biais de plateformes nationales, tandis que le Ghana a souligné qu'il plaiderait, lors de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026, en faveur d'un engagement politique plus fort et d'un soutien financier accru aux organismes de gestion des bassins. Dans l'ensemble, le financement a été considéré non seulement comme un enjeu de ressources, mais aussi comme un défi de gouvernance et de coopération, où une meilleure coordination peut débloquer des investissements.

5. Thèmes émergents : changement climatique, eaux souterraines et approches intégrées

Les effets du changement climatique, notamment les inondations, les sécheresses et la fonte des glaciers, ont été mis en avant comme des facteurs majeurs justifiant un renforcement de la coopération. Les intervenants ont souligné la nécessité d'une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), de solutions fondées sur la nature (SfN), de la restauration des bassins, ainsi que d'une amélioration de la gestion des risques et des systèmes d'alerte précoce.

Les eaux souterraines sont apparues comme un domaine crucial mais insuffisamment développé dans la coopération transfrontalière, nécessitant une attention accrue dans les cadres politiques et les institutions.

Enfin, l'importance des approches intersectorielles, reliant l'eau à l'agriculture, à l'énergie, aux écosystèmes et au développement urbain, a été largement reconnue comme essentielle à une gestion efficace et durable.

6. Inclusion, gouvernance et diplomatie de l'eau

La gouvernance inclusive a été identifiée comme une condition préalable à une coopération durable. Les intervenants ont souligné :

- la participation des communautés locales, des femmes et des groupes vulnérables
- L'implication du secteur privé et de la société civile
- Une gouvernance multiscalaire associant les acteurs locaux, nationaux et transfrontaliers
- L'inclusion doit aller au-delà de la simple consultation pour aboutir à un co-leadership, en intégrant l'équité dans les structures de gouvernance.

Le renforcement des conseils de bassin locaux et la création de cadres de gouvernance partagée entre les États, les municipalités et les usagers sont considérés comme essentiels pour garantir la durabilité à long terme et la continuité opérationnelle des systèmes d'approvisionnement en eau.

La diplomatie de l'eau a également été mise en avant comme un outil important, en particulier dans les contextes où les cadres de coopération sont faibles ou contestés. Les intervenants ont souligné que l'instauration d'un climat de confiance, d'un dialogue soutenu et d'un partage des connaissances sont essentiels pour prévenir les conflits et favoriser la coopération.

Conclusion

Le panel a mis en évidence un fort consensus entre les pays et les institutions quant à l'importance de faire de la coopération dans le domaine de l'eau une priorité politique mondiale.

Parmi les principales conclusions, on peut citer :

1. **La coopération dans le domaine de l'eau est un moyen d'atteindre des objectifs plus larges** : elle sous-tend la résilience climatique, la paix, la sécurité alimentaire et énergétique, ainsi que le développement durable.
2. **La coopération au niveau des bassins est essentielle à la mise en œuvre** : les organismes de bassin jouent un rôle crucial, mais ont besoin de mandats, de financements et de capacités renforcés.
3. **Le leadership politique est essentiel** : il est nécessaire de placer la question de l'eau au plus haut niveau politique, y compris au niveau des chefs d'État, pour faire avancer les choses.
4. **L'apprentissage entre pairs et l'échange de connaissances apportent une valeur ajoutée tangible** : les initiatives entre pairs et les mécanismes de jumelage constituent des outils efficaces pour le renforcement des capacités et l'innovation.
5. **Le financement reste un obstacle majeur** : il est crucial d'accroître les investissements, publics et privés, parallèlement à l'amélioration des cadres de gouvernance.
6. **Les données, la science et la numérisation sont des catalyseurs essentiels** : les systèmes de partage de données et les solutions technologiques peuvent renforcer la confiance et améliorer la prise de décision.

7. **Une gouvernance inclusive renforce la coopération** : une participation significative de toutes les parties prenantes est essentielle pour assurer la durabilité à long terme.
8. **La Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026 constitue une étape cruciale** : elle offre une occasion unique de démontrer les progrès accomplis, d'obtenir de nouveaux engagements et de promouvoir un système mondial plus structuré de coopération dans le domaine de l'eau.

En conclusion, la discussion a mis en évidence que, même si les défis restent importants, les outils, les expériences et la dynamique politique nécessaires pour faire progresser la coopération dans le domaine de l'eau sont déjà en place. La prochaine étape consiste à traduire ces éléments, y compris le déficit de financement, en engagements concrets et en résultats mesurables lors de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026, et au-delà.



Crédits : RIOB et Fabiano Veneza/SEAS